FP

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 42.057/2
DU 31 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 5 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux membres des services d'appui à la gestion à la police fédérale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

L'arrêté en projet a pour objet de déterminer le statut des collaborateurs des "services d'appui à la gestion" prévus par l'article 18 de l'arrêté royal du 14 novembre 2006 relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale [1] [2]. Il fixe ainsi, pour les emplois concernés, les conditions de recrutement de ces collaborateurs [3], les modalités de leur désignation [4] et celles selon lesquelles il peut être mis fin à leur désignation [5]. Il prévoit en outre de leur accorder une allocation annuelle dont il fixe le montant [6].

---

(1) En application de cet article, chaque service d'appui à la gestion est composé d'un nombre limité de collaborateurs choisis par le commissaire général et par chaque directeur général de la police fédérale et chargés d'aider ceux-ci dans l'exécution de leurs compétences et fonctions générales.

(2) Cet arrêté royal a fait l'objet de l'avis de la section de législation du Conseil d'État 41.560/2, donné le 31 octobre 2006.

(3) Voir l'article 1er, alinéa 1er, qui précise que ces collaborateurs sont "choisis", par le commissaire général et par chacun des directeurs généraux, "en raison de leur expertise" et l'alinéa 2, qui permet de les recruter parmi les membres du personnel, soit de la police fédérale, soit de la police locale, ou de manière externe, par un engagement contractuel.

(4) Voir l'article 1er, alinéa 1er, qui précise la durée de la désignation et l'article 2 qui subordonne la désignation à l'obtention de certains accords. En outre, l'article 2 prévoit, pour ce qui concerne les collaborateurs choisis parmi les membres du personnel de la police fédérale, l'application des règles relatives à la réaffectation et l'article 5 renvoie, pour ce qui concerne les collaborateurs choisis parmi les membres du personnel de la police locale, à certaines dispositions de l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses qui concernent la position juridique du détaché et le financement du détachement.

(5) Voir l'article 3 qui prévoit un préavis et en précise la durée.

(6) Voir l'article 4.

Il va de soi que l'arrêté en projet n'a de sens que si ses auteurs ont l'intention soit de créer un nouveau statut spécifique pour les collaborateurs des services d'appui à la gestion, soit de soumettre ces collaborateurs à des règles qui dérogent, pour partie, aux dispositions statutaires qui leur seraient normalement applicables si l'arrêté en projet ne devait pas être adopté.

Selon son préambule, l'arrêté en projet trouve son seul fondement légal dans l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui prévoit que :

> "Les modalités du statut des membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique sont fixées par le Roi."

L'habilitation faite au Roi par cette disposition doit toutefois s'apprécier en tenant compte de l'article 184 de la Constitution et de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage à son propos [7], ainsi que de la loi prise en application de cette disposition de la Constitution, à savoir, sous réserve des éléments essentiels qui figurent déjà dans

---

(7) Selon la Cour d'arbitrage (arrêt n/ 2/2004 du 14 janvier 2004, cons. B.5.6.),

> "En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler les éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif règle seul cette matière; l'article 184 de la Constitution garantit ainsi qu'elle fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue.
>
> Bien que cette disposition réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral - lequel doit en régler les éléments essentiels -, elle n'exclut pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi, voire à d'autres autorités désignées par le législateur. Une telle délégation n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur".

.../...

d'autres lois, la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police [8].

Compte tenu de ce qui précède, les emplois ouverts au sein des services de gestion à l'appui doivent obligatoirement appartenir à l'un des deux cadres visés par l'article 116, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, à savoir, soit le cadre opérationnel, soit le cadre administratif et logistique de la police fédérale. À défaut, la création d'emploi qui ne relèveraient d'aucun de ces cadres nécessiterait une intervention préalable du législateur et l'arrêté royal en projet serait actuellement dépourvu de tout fondement légal.

Sous cette réserve, l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, seule disposition de nature législative visée dans le préambule de l'arrêté en projet, ne peut servir de fondement légal suffisant à l'arrêté en projet que s'il peut être considéré que les diverses dispositions du projet n'ont pas pour but de régler des éléments essentiels du

---

(8) Voir, à ce sujet, l'avis de la section de législation 32.835/2, donné le 20 février 2002 sur un avant-projet de loi devenu la loi du 26 avril 2002, précitée (Doc. parl., Chambre, DOC 50 1683/2, p. 70b).

Sur la portée de l'habilitation conférée au Roi par l'article 121 de la loi du 26 avril 2002, précitée, il a été précisé ce qui suit dans l'exposé des motifs (Doc. parl., Chambre, DOC 50 1683/1, p. 25):

"En ce qui concerne les aspects essentiels du statut, il convient d'abord de vérifier dans les articles ad hoc du présent projet dans quelle mesure délégation a été expressément donnée au Roi, le cas échéant par le biais d'un arrêté délibéré en Conseil des ministres. En cas d'absence de renvoi explicite, le Roi est habilité à régler les détails sur base de l'article 121 en question. (...).

En ce qui concerne les aspects non essentiels du statut, il est évident qu'il appartient au Roi, sur base de l'article en projet, de les fixer. On songe ici entre autres aux positions administratives, aux congés, à la mobilité, aux échelles de traitement, aux allocations et indemnités qui sont réglées réglementairement, comme c'est d'ailleurs habituellement le cas. Il en est de même par exemple pour l'organisation du temps de travail, réglée, quant à elle, sur base d'une législation spécifique, à savoir la loi du 14 décembre 2000, précitée.

Le terme "modalités" comprend donc deux aspects : d'une part, la réglementation intégrale des aspects non essentiels et, d'autre part, l'exécution du détail résiduaire des aspects essentiels".

.../...

statut des membres du personnel des services de police arrêtés par ou en vertu [9] soit de la loi du 26 avril 2002, précitée, soit d'autres lois applicables aux membres du personnel des services de police.

Il conviendrait donc que les auteurs du projet établissent dans un rapport au Roi que les dispositions en projet ne portent effectivement que sur des "modalités" du statut des membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des services de police, au sens de l'article 121 de la loi du 26 avril 2002, précitée.

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'État attire dès à présent l'attention des auteurs du projet sur ce qui suit :

1. Lorsque le collaborateur du service d'appui à la gestion est un membre du personnel de la police fédérale, l'article 2 du projet d'arrêté prévoit que ce membre est désigné conformément aux dispositions relatives à la réaffectation, à savoir les articles V.II.85. et suivants PjPol. Dans la mesure où ces dispositions ne constituent pas des éléments essentiels du statut des membres des services de police au sens indiqué ci-dessus, il peut prima facie être admis que certaines dérogations soient apportées par l'arrêté en projet aux règles statutaires qui sont normalement applicables dans une telle situation. Il convient cependant que les auteurs du projet d'arrêté justifient dans le rapport au Roi que ces dérogations sont compatibles avec le principe d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution et l'exigence d'objectivité imposée par l'article 122 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, dans la fixation des règles de désignation aux emplois.

2. Lorsque le collaborateur du service d'appui à la gestion est un membre de la police locale, l'article 5 du projet d'arrêté dispose que ce membre est soumis, pour la durée de sa désignation, aux dispositions "du Titre I[er], Chapitres V et VI de l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres

---

(9) Voir l'article 136 de la loi du 26 avril 2002, précitée, qui a confirmé celles des dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PjPol) qui doivent être considérées comme des éléments essentiels du statut des membres des services de police.

du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses".

Compte tenu de sa durée [10], le détachement du membre de la police locale vers la police fédérale ne semble pas pouvoir être considéré comme un simple détachement au sens de l'article I.1.1er, 16/, et des articles VI.II.72 et suivants du PjPol, mais bien comme un "détachement structurel" au sens l'article 96, alinéa 1er, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, et de l'article 3 de l'arrêté royal du 26 mars 2005, précité. Il s'ensuit dès lors que l'arrêté en projet, dans la mesure où il déroge pour le surplus aux dispositions statutaires fixées par l'arrêté royal du 26 mars 2005, précité, doit être délibéré en Conseil des ministres, comme l'a été cet arrêté royal.

Les auteurs du projet d'arrêté doivent, par ailleurs, également pouvoir justifier dans le rapport au Roi que les dérogations prévues par l'arrêté en projet par rapport aux dispositions statutaires normalement applicables en matière de détachement de membres de la police locale vers la police fédérale sont compatibles avec le principe d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution et l'exigence d'objectivité imposée par l'article 122 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, dans la fixation des règles de désignation aux emplois.

3. Lorsque le collaborateur n'a pas la qualité de membre du personnel soit de la police fédérale, soit de la police locale, préalablement à sa désignation, l'article 1er, alinéa 2, du projet d'arrêté prévoit que ce collaborateur est alors engagé contractuellement.

L'engagement dans le cadre des liens d'un contrat de travail n'est toutefois possible que dans le cadre fixé par les articles 117 et 118 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, ce qui suppose notamment que l'emploi à occuper est un emploi du cadre

(10) En principe, la durée du mandat de celui qui l'a choisi (article 1er de l'arrêté en projet).

administratif et logistique de la police fédérale [11]. Cette précision devrait figurer dans le rapport au Roi.

4. L'article 4 de l'arrêté en projet prévoit l'octroi aux collaborateurs d'un service d'appui à la gestion d'une allocation spécifique dont ne pourront bénéficier ni les autres membres du personnel de la police fédérale qui ont fait l'objet d'une mesure de réaffectation, ni les autres membres du personnel de la police locale qui sont, eux aussi, détachés auprès d'un service de la police fédérale. Il convient à nouveau de pouvoir justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution.

L'arrêté en projet doit, en conséquence, être réexaminé et accompagné d'un rapport au Roi qui tienne compte des observations qui précèdent.

---

(11) Il ressort, en effet, de l'article 117 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, qu'en ce qui concerne le cadre opérationnel de la police fédérale seuls peuvent être engagés par contrat de travail des agents de police dont soit l'emploi est financé par des ressources temporaires et variables, soit l'emploi a trait à des missions temporaires, spécifiques ou à temps partiel.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAYEBECK , auditeur adjoint.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

FP

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.057/2
VAN 31 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "met betrekking tot de leden van de diensten voor beleidsondersteuning bij de federale politie", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Het ontworpen besluit heeft tot doel het statuut vast te stellen van de medewerkers van de "diensten voor beleidsondersteuning" waarvan sprake is in artikel 18 van het koninklijk besluit van 14 november 2006 betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie [1] [2]. Zo stelt het voor de betrekkingen in kwestie de vereisten vast voor de werving van die medewerkers [3] , de wijze waaropzij worden aangewezen [4] en die waarop een einde kan worden gemaakt aan hun aanwijzing [5]. Het ontwerp bepaalt bovendien dat hen een jaarlijkse toelage wordt verleend waarvan het bedrag in het ontwerp wordt vastgesteld [6].

---

(1) Met toepassing van dit artikel wordt elke dienst voor beleidsondersteuning samengesteld uit een beperkt aantal medewerkers die gekozen worden door de commissaris-generaal en door elke directeur-generaal van de federale politie om deze bij te staan in de uitoefening van hun bevoegdheden en van hun algemene functies.

(2) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft over dit koninklijk besluit op 31 oktober 2006 advies 41.560/2 uitgebracht.

(3) Zie artikel 1, eerste lid, waarin wordt gepreciseerd dat die medewerkers worden "gekozen" door de commissaris-generaal en door elk van de directeuren-generaal "omwille van hun expertise" en het tweede lid op grond waarvan ze kunnen worden geworven uit de leden van het personeel van ofwel de federale politie, ofwel de lokale politie, dan wel extern, via indienstneming bij arbeidsovereenkomst.

(4) Zie artikel 1, eerste lid, waarin de duur van de aanwijzing wordt gepreciseerd en artikel 2, dat de aanwijzing afhankelijk stelt van het verkrijgen van bepaalde "akkoorden". Bovendien voorziet artikel 2, voor de uit de personeelsleden van de federale politie gekozen medewerkers, in de toepassing van de regels betreffende de reaffectatie en verwijst artikel 5, voor de uit de personeelsleden van de lokale politie gekozen medewerkers, naar sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van de personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen die betrekking hebben op de rechtspositie van de gedetacheerde en de financiering van de detachering.

(5) Zie artikel 3 dat voorziet in een opzegging en de duur ervan preciseert.

(6) Zie artikel 4.

Het ligt voor de hand dat het ontworpen besluit alleen zin heeft als het in de bedoeling van de stellers ervan ligt ofwel een nieuwe specifiek statuut in te voeren voor de medewerkers van de diensten voor beleidsondersteuning, ofwel deze medewerkers regels op te leggen die voor een deel afwijken van de rechtspositionele bepalingen die normalerwijze op hen van toepassing zouden zijn, mocht het ontworpen besluit niet worden aangenomen.

Volgens de aanhef ontleent het ontworpen besluit zijn rechtsgrond uitsluitend aan artikel 121 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, dat het volgende bepaalt :

> "De nadere regels van het statuut van de personeelsleden van het operationeel en het administratief en logistiek kader worden door de Koning bepaald."

De bij deze bepaling aan de Koning verleende machtiging moet evenwel beoordeeld worden rekening houdend met artikel 184 van de Grondwet en met de desbetreffende rechtspraak van het Arbitragehof [7], alsmede met de wet die is uitgevaardigd met toepassing van deze grondwetsbepaling te weten, onder voorbehoud van de kernpunten die reeds zijn opgenomen in andere wetten, de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de

---

(7) Het Arbitragehof heeft in zijn arrest nr. 2/2004 van 14 januari 2004, overw. B.5.6. het volgende gewezen :

> "Door de bevoegdheid inzake de regeling van de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten aan de wetgevende macht toe te wijzen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat die aangelegenheid zou worden geregeld door de uitvoerende macht alleen; aldus waarborgt artikel 184 van de Grondwet dat daarover wordt beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.
>
> Hoewel die bepaling, in die aangelegenheid, de normatieve bevoegdheid aldus voorbehoudt aan de federale wetgever - die de essentiële elementen ervan moet regelen -, sluit zij niet uit dat een beperkte uitvoeringsbevoegdheid aan de Koning, of zelfs aan andere door de wetgever aangewezen overheden, wordt overgelaten. Een dergelijke delegatie is niet in strijd met het legaliteitsbeginsel, voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn bepaald".

politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten [8].

Gelet op het voorgaande moeten de bij de diensten voor beleidsondersteuning opengestelde betrekkingen verplicht behoren tot een van beide formaties bedoeld in artikel 116 van de voormelde wet van 7 december 1998, te weten ofwel het operationeel kader, ofwel het administratief en logistiek kader van de federale politie. Indien zulks niet het geval is, zou het instellen van ambten die tot geen van die kaders zouden behoren, een voorafgaand initiatief van de wetgever vereisen en zou het ontworpen koninklijk besluit thans geen enkele rechtsgrond hebben.

Onder dit voorbehoud kan artikel 121 van de voormelde wet van 7 december 1998, de enige wetsbepaling waarnaar in de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen, geen voldoende rechtsgrond bieden aan het ontworpen besluit, tenzij ervan kan worden uitgegaan dat de verschillende bepalingen van het ontwerp niet tot doel hebben essentiële elementen te regelen van het statuut van de personeelsleden van de

---

(8) Zie in dat verband advies 32.835/2 van de afdeling wetgeving, gegeven op 20 februari 2002 over een voorontwerp van wet dat ontstaan heeft gegeven aan de voormelde wet van 26 april 2002 (Gedr. St., Kamer, DOC 50 1683/2, blz. 70b).

Over de draagwijdte van de bij artikel 121 van de voormelde wet van 26 april 2002 aan de Koning verleende machtiging is in de memorie van toelichting het volgende gepreciseerd (Gedr. St., Kamer, DOC 50, 1683/1, blz. 25) :

"Wat de essentiële aspecten van het statuut betreft, moet vooreerst worden nagegaan in de ad hoc artikelen van dit ontwerp welke delegatie uitdrukkelijk aan de Koning wordt verleend, al dan niet bij een in Ministerraad overlegd besluit. Is er geen uitdrukkelijke verwijzing, dan vermag de Koning de details te regelen op grond van kwestieus artikel 121. (...).

Wat de niet essentiële aspecten van het statuut betreft, is het duidelijk dat, op grond van het ontworpen artikel, de Koning die vastlegt. Hierbij kan onder meer worden gedacht aan de administratieve standen, de verloven, de mobiliteit, de loonschalen, toelagen en vergoedingen die aldus, zoals bovendien gebruikelijk is, reglementair worden bepaald. Hetzelfde geldt bijvoorbeeld voor de arbeidstijdregeling maar dat geschiedt dan weer op basis van een andere, specifieke wetgeving, namelijk de reeds eerder vermelde wet van 14 december 2000.

De term «nadere regels» omvat dus twee luiken: enerzijds de regeling in integrum van de niet essentiële aspecten en anderzijds de uitvoering van het detail-residu van de essentiële aspecten".

.../...

politiediensten vastgesteld bij of krachtens [9] ofwel de voormelde wet van 26 april 2002, ofwel andere wetten die van toepassing zijn op de personeelsleden van de politiediensten.

De stellers van het ontwerp zouden dus in een verslag aan de Koning moeten aantonen dat de ontworpen bepalingen effectief alleen betrekking hebben op "nadere regels" van het statuut van de personeelsleden van het operationeel en het administratief en logistiek kader van de politiediensten, in de zin van artikel 121 van de voormelde wet van 26 april.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, wijst de Raad van State de stellers van het ontwerp nu reeds op het volgende :

1. Wanneer de medewerker van de dienst voor beheersondersteuning een personeelslid is van de federale politie, bepaalt artikel 2 van het ontwerpbesluit dat dit lid wordt aangewezen overeenkomstig de herplaatsingsregels, te weten de artikelen V.II.85. e.v. RPPol. In zoverre deze bepalingen geen essentiële elementen vormen van het statuut van de leden van de politiediensten in de hierboven aangegeven zin, kan prima facie worden aanvaard dat het ontworpen besluit op bepaalde punten afwijkt van de rechtspositionele regels die normalerwijze van toepassing zijn in een zodanige situatie. De stellers van het ontwerpbesluit behoren evenwel in het verslag aan de Koning aan te tonen dat die afwijkingen bestaanbaar zijn met het gelijkheidsbeginsel dat is neergelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met het bij artikel 122 van de voormelde wet van 7 december 1998 opgelegde vereiste inzake objectiviteit bij het vaststellen van de regels voor het aanwijzen in de betrekkingen.

2. Wanneer de medewerker van de dienst voor beleidsondersteuning een lid is van de lokale politie, bepaalt artikel 5 van het ontwerpbesluit dat dit lid, voor de duur van zijn aanwijzing, valt onder de toepassing van de bepalingen "van titel I, Hoofdstukken V en VI van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van de personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen".

---

(9) Zie artikel 136 van de voormelde wet van 26 april 2002, waarbij die bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) worden bevestigd, die beschouwd moeten worden als essentiële elementen van het statuut van de leden van de politiediensten.

Gelet op de duur [10] ervan laat het zich aanzien dat de detachering van het lid van de lokale politie naar de federale politie niet kan worden beschouwd als een gewone detachering in de zin van artikel I.1.1er, 16/, en de artikelen VI.II.72 en volgende van RPPol, maar wel als een "structurele detachering" in de zin van artikel 96, eerste lid, van de voormelde wet van 7 december 1998 en van artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 26 maart 2005. Daaruit volgt derhalve dat over het ontworpen besluit, in zoverre het voor het overige afwijkt van de bij het voormelde koninklijk besluit van 26 maart 2005 vastgestelde statutaire bepalingen, overleg moet worden gepleegd in de Ministerraad, zoals geschied is voor het laatstgenoemde koninklijk besluit.

De stellers van het ontwerpbesluit moeten bovendien in een verslag aan de Koning eveneens kunnen aantonen dat de afwijkingen waarin het ontworpen besluit voorziet ten aanzien van de statutaire bepalingen die normalerwijze van toepassing zijn inzake detachering van de leden van de lokale politie naar de federale politie, bestaanbaar zijn met het gelijkheidsbeginsel dat is neergelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met het bij artikel 122 van de voormelde wet van 7 december 1998 opgelegde vereiste inzake objectiviteit bij het vaststellen van de regels voor het aanwijzen in de betrekkingen.

3. Wanneer de medewerker vóór zijn aanwijzing niet de hoedanigheid bezit van personeelslid ofwel van de federale politie, ofwel van de lokale politie, bepaalt artikel 1, tweede lid, van het ontwerpbesluit dat deze medewerker alsdan bij arbeidsovereenkomst in dienst wordt genomen.

De indienstneming bij arbeidsovereenkomst is evenwel alleen mogelijk in het "kader" vastgesteld bij de artikelen 117 en 118 van de voormelde wet van 7 december 1998, hetgeen vooronderstelt dat de te vervullen betrekking een betrekking is van het administratief en logistiek kader van de federale politie [11]. Deze precisering zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

---

(10) In beginsel de duur van het mandaat van degene die hem heeft gekozen (artikel 1 van het ontworpen besluit).

(11) Uit artikel 117 van de voormelde wet van 7 december 1998 blijkt immers dat voor het operationeel kader van de federale politie alleen politieagenten bij arbeidsovereenkomst in dienst kunnen worden genomen van wie de betrekking ofwel gefinancierd wordt door tijdelijke of wisselende middelen of wanneer de te vervullen opdrachten van tijdelijke, bijzondere of deeltijdse aard zijn.

4. Artikel 4 van het ontworpen besluit voorziet in de toekenning aan de medewerkers van een dienst voor beleidsondersteuning van een specifieke toelage waarop noch de andere personeelsleden van de federale politie die gereaffecteerd zijn, noch de andere personeelsleden van de lokale politie die ook gedetacheerd zijn naar een dienst van de federale politie, aanspraak kunnen maken. Opnieuw dient dit verschil in behandeling te kunnen worden verantwoord uit het oogpunt van het in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet neergelegde gelijkheidsbeginsel.

Het ontworpen besluit moet bijgevolg opnieuw worden onderzocht en er behoort een verslag aan de Koning te worden bijgevoegd waarin rekening wordt gehouden met de voorgaande opmerkingen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAYEBECK, adjunct auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS